

Réussir le Biocontrôle, un enjeu pour aujourd'hui et pour demain (Colloque IBMA), le 12 février

(Notes informelles JFP : ce document ne constitue pas un compte-rendu, mais doit être considéré comme un document de travail)

Animation Gaëlle Gaudin

Introduction JP Princen

Les produits de biocontrôle privilégient la gestion des populations d'agresseurs plutôt que d'éradication. Ils contribuent à la protection des plantes dans le cadre de la protection intégrée des plantes.

Les différentes catégories de produits de biocontrôles.

Définition officielle du biocontrôle dans la Loi d'Avenir (définition « ouverte » par le terme « en particulier »)

Aujourd'hui 1.6Md €

France 100 M€ (5% du marché de la protection des cultures)

Objectif : passer d'ici 2020 à 15 % du marché

Interview vidéo de D Potier : « culture de l'hybridation » entre les différentes approches systémiques

Alain Tridon, SDQPV DGAL.

Impulsion nouvelle par la Loi d'Avenir : (articles 1, 50, 53, 55) : définition, encouragement, exemptions (d'agrément, d'interdiction de publicité et d'obligation de réduction des ventes (également dans les CEPP))

Feuille de route : Accord cadre signé en 2012, référentiels des formations certiphyto, réseau Déphy, inclusion dans les Bulletins de Santé du Végétal, Réglementation relative aux macro-organismes, Financement de 18 projets de recherche, favoriser la mise sur le marché (soutien financier à l'ITAB pour constitution de dossiers, délais spécifiques d'évaluation, m »thodes d'évaluation spécifiques), Informer les professionnels (en particulier EcophytoPIC)

Hervé Guyomard, INRA : Recherche et Innovation

Phytos : « Réduire les usages et leurs impacts négatifs »

Implication dans le plan Ecophyto (axe 3 recherche et axe 2 réseau Dephy)

Outil de programmation de la recherche : métaprogramme SMAcH (Sustainable Management of Crop Health)

Partenariats académiques nationaux et internationaux (par exemple COLBICS)

Constitution en cours d'un consortium public-privé de R,D et Innovation sur le biocontrôle

Antoine Poupard, In Vivo : enquête sur le biocontrôle (qui sera présentée au SIA)

Opinion favorable chez 75% des agriculteurs et 89% des conseillers (encore plus pour la « production intégrée »)

Nécessité d'un conseil très élaboré et d'un diagnostic plus précis (conditions pédo-climatiques, conditions d'emploi, OAD spécifique,...)

Pascale Hébel, Crédoc, « inquiétudes des français vis-à-vis du « chimique »

Crise autour des pesticides en 2005-2006.

Matrice de perception : double échelle : observable/non observable, maîtrisable / non maîtrisable

Plus d'inquiétude en France qu'ailleurs sur le chimique et l'artificiel

Mais est-on prêt à payer plus cher ? (contexte de la crise économique, place des nouveaux labels de préservation de l'environnement)

Lancelot Leroy, Terrena : Une valorisation du biocontrôle par la filière ?

Engagement dans l'AEI

Le premier frein au changement : Le risque. Donc nécessité de maîtriser le risque

Démarche « sentinelles de la terre » : groupe de producteurs qui testent avec protocole, et prise en charge de tout ou partie du risque..., puis diffusion auprès de l'ensemble des

producteurs Exemple du trichogramme / Pyrale du maïs.(Terrena 23% des surfaces contre 6% en France)

Signature marketing NA (la Nouvelle Agriculture) de « avec » et des « sans » (OGM, Antibiotiques...)

Vidéo de FARRE

Didier Marteau, APCA

Les producteurs sont en attente de solutions

Contradiction du consommateur pour même de l'acheteur (exemple du déclassement en blé ou en pois pour des non-conformités) entre déclaratif et acte d'achat

Il faut travailler sur l'analyse des avantages / inconvénients (exemple du RoundUp / 3 binages) et sur le risque

Problème des distorsions de concurrence, en particulier en cultures fruitières et légumières du fait des contraintes, en particulier en matière de protection phyto (retrait d'usages...)

Questions de la salle et débat :

Recherche et Développement de nouvelles solutions

Travailler pour lever le frein de « l'aversion au risque » par un système assurantiel (en faisant attention à ne pas encourager la médiocrité) et par une meilleure évaluation de ce risque. Ce risque vaut aussi pour l'organisation de collecte et de transformation.

Comment impliquer l'aval de la filière ?

A Poupart : le problème essentiel n'est pas de faire du market-pull, mais de faire du techno-push !!

Attention à ne pas sous-estimer la possibilité de la naissance d'une crainte du biocontrôle dans le public.

Attention à ne pas faire de sur-promesse au producteur

La clef : responsabiliser le producteur

JP Princen : Pour développer de nouvelles solutions, besoin de soutien public (bon signal venant de l'INRA), mais aussi aujourd'hui toutes les grandes sociétés sont présentes.

Intervention de Jacques My en tant que président de l'Académie du biocontrôle

Orientation prioritaire de l'Académie du Biocontrôle sur la formation de formateur

Attention à ne pas faire de sur-promesse

Regret / Loi Labbé qui veut aller vers le biocontrôle en marche forcée par une interdiction

Conclusion de JP Princen

2015 année charnière (nouvelle PAC, Loi d'Avenir, nouveaux arrêtés et ordonnances en cours,...)

2020-2025, le biocontrôle installé !

Feuille de route stratégique d'IBMA à 5 ans

5 leviers : la recherche et l'innovation, les agriculteurs (au centre de la décision), l'Académie de biocontrôle et les techniciens et conseillers agricoles, les filières en aval (y compris consommateurs), la politique (loi d'avenir...)

RDV le 27 janvier 2016 prochain colloque IBMA

Vidéo spécifique de S Le Foll + présence physique de Anne LeFondeur

Loi d'avenir « Agro-équipements et alternatives aux phytos, c'est-à-dire les produits de biocontrôle »

¼ des autorisations concernent les produits de biocontrôle

Efforts de recherche

Allègements administratifs

« Votre industrie est une industrie d'avenir. »